

et c'est ce qu'il faut, parce que ce domaine n'est pas pour les vieillards: c'est un pays pour les jeunes. C'est un homme capable et il a le talent voulu pour faire cette mise en valeur. Si le premier ministre avait quelque peu le sens de la réalité à ce sujet, il ne centraliserait pas tous ses efforts sur la baie Frobisher. Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'une ville se construise éventuellement dans la baie de Frobisher, mais je ne crois pas qu'il doive aller chercher si loin son point de départ. Il devrait commencer en bordure de nos régions industrielles et faire progresser la mise en valeur du Nord devant lui. Il ne doit pas commencer de l'autre côté et chercher à la coincer dans le sud de l'Ontario. Il devra travailler et, si l'on fait preuve d'initiative, je suis sûr que ce rêve, ce programme, peut être amorcé.

On peut se demander pourquoi le gouvernement fédéral doit s'occuper de cela. Le gouvernement provincial,—et je ne veux pas empiéter sur ses droits,—collaborera de toute manière que le gouvernement fédéral pourra le proposer. En outre, le gouvernement provincial n'est pas en mesure d'aller en dehors du Canada pour obtenir des renseignements et des idées, ni pour s'entretenir avec les propriétaires d'industries d'autres pays qui peuvent désirer établir des filiales dans notre région. Nous devons collaborer avec le gouvernement provincial. Je suis sûr qu'il collaborera d'emblée. Je parle ainsi tout simplement parce que le gouvernement de l'Ontario est également conservateur-progressiste et connaît ce problème. Lorsque le premier ministre Frost s'est rendu dans le Nord ontarien, il a entrevu, pour l'avenir, des trains allant de Toronto à la baie James. Le gouvernement actuel lui est sympathique et lui prêtera l'oreille.

Je préconise fortement le recours à ce genre d'entente et à cette méthode pour la mise en valeur dans le Grand Nord, en commençant d'abord par le nord de l'Ontario pour ensuite passer à d'autres régions.

M. Nesbitt: Monsieur le président, j'essaierai d'être aussi bref que possible, ce qui, sans aucun doute, fera le bonheur des membres du comité. J'aimerais appeler l'attention du ministre sur deux points de moindre importance et peut-être l'inciter un peu à agir. Mes collègues et moi avons déjà soulevé ces questions en d'autres occasions et je ne veux que rafraîchir la mémoire du ministre. Il s'agit d'abord de la question de l'administration de la partie supérieure de la vallée de la Thames, dans le sud-ouest de l'Ontario, et ensuite de l'île de Long-Point, dans le lac Érié. Le ministre connaît à fond le problème relatif à l'administration de la vallée de la Thames supérieure. Je n'ai pas l'intention de répéter

aujourd'hui les détails de cette question pour sa gouverne ou celle des autres députés. On les trouve dans les documents.

L'entreprise a commencé par la construction du barrage Panshaw à London. Selon moi et de l'avis de tous les gens de la région, cette entreprise d'essai devrait être achevée. Les régions hautement industrialisées et fort peuplées du sud-ouest de l'Ontario, et même d'une partie du Québec, commencent à souffrir d'une pénurie d'eau à cause de la baisse du niveau hydrostatique et à cause de l'érosion du sol. Les anciennes régions du Canada méritent des travaux de conservation aussi bien que les nouvelles. Tous les printemps, la Thames, à cause des pertes de forêts, sort de son lit, et en été elle se dessèche presque complètement. Au printemps, il y a une inondation, et une bonne partie du précieux sol arable est emporté par l'eau. L'achèvement des travaux de la vallée de la Thames protégerait le sol arable que l'eau charrie dans le lac St-Clair tous les printemps, perte que nous ne pouvons guère nous permettre.

Deuxièmement, par suite de l'abaissement du niveau hydrostatique dans cette région fortement industrialisée et fortement peuplée, il y a pénurie d'eau dans le sud-ouest de l'Ontario. On doit pomper l'eau des différents lacs. Si ce projet était terminé, l'eau serait réservée à l'irrigation des entreprises agricoles en été, surtout des plantations de tabac, et il y en aurait une réserve constante pour les villes et les villages.

Enfin, et ce point n'est pas le moindre en importance, les lacs créés par la construction du barrage, dans le cadre de ce projet, fourniraient des endroits de récréation très nécessaires dans cette région. Par exemple, la circonscription voisine de la mienne, celle de Perth, qui est représentée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, organise chaque été le festival de Stratford. Les localités y sont petites et les distractions minimales. Si les deux projets que moi-même et plusieurs avons à l'esprit se réalisaient dans le cadre du programme d'aménagement de la vallée supérieure de la Thames, soit un barrage à St. Mary's, dans le comté de Perth, et un autre à Woodstock, dans celui d'Oxford, ils fourniraient des endroits de récréation aux touristes, qui augmentent beaucoup dans cette partie du pays.

On a estimé à 37½ p. 100 la participation financière du gouvernement fédéral à cette entreprise, les proportions correspondantes, en ce qui concerne la province d'Ontario et les municipalités, étant de 37½ p. 100 et de 25 p. 100, respectivement. Je crois comprendre que la province est tout à fait disposée à verser sa quote-part, tout comme les municipalités, et que l'une et les autres sont tout à fait en mesure de le faire. J'aimerais bien